

11-SEP-95

ARCHIVE : 320

320.01	00:02:02 00:02:02	Conseil europœen de Bruxelles prœsidence allemande 04/12/78 DUREE : 00:07:30	BELGIQUE
320.02	00:09:15 00:09:15	Conseil europœen de Strasbourg prœsidence franœaise 21/06/79 DUREE : 00:00:00	FRANCE
320.03	00:15:43 00:15:43	Conseil europœen de Luxembourg prœsidence italienne 27/04/80 DUREE : 00:15:23	LUXEMBOURG
320.04	00:31:24 00:31:24	Conseil europœen de Venise prœsidence italienne 12/06/80 DUREE : 00:28:13	ITALIE
320.05		Conseil europœen de Venise (existe en sonore voir : vi 320.04) 12/06/80 DUREE : 00:00:00	ITALIE

TIMECODE

SHOT DESCRIPTION

From

To

Hr

Min

Sec

Hr

Min

Sec

V1320 - VF 011

~~ST 16 coul. - CONSEILS EUROPEENS~~
01

2 01

9 04

ST 1233 - MUET - Conseil européen
02 Bruxelles 4/5.12.78

9 14

15 31

ST 1328 - MUET - Conseil européen
03 Strasbourg 21/22.06.78

15 42

31 08

ST 1453 - MUET - Conseil européen
04 Luxembourg 27/29.04.80

31 23

59 38

ST 1464 - SEPMA - Conseil européen
05 Venise 12/13.06.80~~ST 1464 - Conseil européen~~
~~Venise 12/13.06.80~~

[illegible]

nation des quantités de
déchassement de cen-
tunauté. M. Müller (D),
crate-chrétien, apporta
apports de MM. Flämig
nce que ses collègues et
tions de sécurité, il se
régénérateurs rapides».

ant au nom du groupe
entiel de maintenir une
t pour l'exploitation des
ur démantèlement.

arole du groupe conser-
nécessité de construire
régénérateurs rapides. Il
e par commencer les
où l'importance fonda-
en la matière. M. Ellis
l'aspect émotionnel que
aire tendait à s'atténuer.
plus à mieux compren-
en évaluer la portée.

on, M. Brunner rap-
qu'elle avait présen-
mettre en place des
sécurité. Il insista
s commises dans le
ne pas renouveler.
origine de l'émotion
lu nucléaire. Aussi,
ar se préoccuper des
financiers qui se
ne. En conclusion,
e si une politique
t nécessaire, elle ne
Bruxelles et élaborée
me l'est par exem-
conne: ce doit
entre une politique
que nationale. Les
is clairs et contrai-
exige une solidarité

CE 4-1978, point 2.1.98.
Bull. CE 7/8-1978, point

dans le domaine financier, dans le domaine
législatif et à l'égard des pays tiers.

Programmes de recherche pluriannuels (11-12 décembre)

2.3.23. La Commission a présenté, dans les
domaines suivants, un ensemble de proposi-
tions concernant des programmes pluri-
annuels de recherche, que le Parlement a
approuvées.

- programme de recherche pluriannuel dans le domaine
de la climatologie⁽¹⁾ (rapport de M. Holst (S/DK));
- programme de recherche et de développement dans le
domaine des matériaux et méthodes de référence et de
la métrologie appliquée⁽²⁾ (rapport de M. Krieg
(DEP/F));
- programme pluriannuel de recherche et de développe-
ment dans le domaine du recyclage des déchets muni-
cipaux et industriels⁽³⁾ (rapport de M. Ibrügger (S/D)).

Conseil

2.3.24. Le Conseil européen a tenu en
décembre, à Bruxelles, sa troisième réunion
de 1978. De son côté le Conseil tenait neuf
sessions dans les compositions suivantes :
budget, affaires étrangères, économie et
finances, agriculture, environnement et éner-
gie. Deux sessions ont été consacrées aux
questions budgétaires et trois aux affaires
générales et étrangères.

Conseil européen (Bruxelles, 4-5 décembre 1978)

2.3.25. *Présidence* : M. Schmidt, chancelier
fédéral.

Commission : M. Jenkins, président; M.
Ortoli, vice-président.

Sur la base des « conclusions de la présidence
du Conseil européen », les principaux thèmes

des discussions des chefs d'État et de gou-
vernement ont été les suivants :

Système monétaire européen⁽⁴⁾

Situation économique et sociale⁽⁵⁾

Conférence tripartite⁽⁵⁾

Rapport sur l'union européenne⁽⁶⁾

« Comité des Sages »⁽⁶⁾

*Élargissement des Communautés europée-
nes*⁽⁷⁾

551^e et 553^e sessions — Budget (Bruxelles, 5-6 et 12 décembre 1978)

2.3.26. *Présidence* : M. Lahnstein, secrétaire
d'État, ministère fédéral des finances de la
république fédérale d'Allemagne.

Commission : M. Tugendhat, membre.

Procédure budgétaire : le Conseil a poursuivi,
en liaison avec le Parlement européen, les
procédures prévues à l'article 203 du traité
CEE en vue de fixer notamment la marge de
manœuvre dont dispose le Parlement en ce
qui concerne les dépenses non obligatoires. A
l'issue de l'échange de vue qu'il a consacré à
ces questions, lors de sa session du 12
décembre, le Conseil a arrêté sa position en
ce qui concerne le budget général des Com-
munautés pour 1979. Les conclusions de ces
délibérations ont été communiquées au Par-
lement afin que celui-ci puisse délibérer en
pleine connaissance de cause. Au cours
d'une séance tenue le 18 décembre, le
Conseil a examiné les conclusions à tirer des
travaux du Parlement à l'issue desquels le

⁽¹⁾ JO C 247 du 18.10.1978; Bull. CE 9-1978, points
1.5.1 à 1.5.8.

⁽²⁾ JO C 176 du 25.7.1978; Bull. CE 7/8-1978, point
2.1.122.

⁽³⁾ JO C 233 du 9.10.1978; point 2.1.77.

⁽⁴⁾ Points 1.1.1 à 1.1.12.

⁽⁵⁾ Point 2.1.55.

⁽⁶⁾ Point 2.3.2.

⁽⁷⁾ Point 2.3.1.

1. Système monétaire européen

Le Conseil européen de Bruxelles, ses résultats et ses suites

1.1.1. La fin de l'année 1978 aura vu la mise au point par le Conseil européen de Bruxelles d'un «Système monétaire européen» destiné à créer une zone de stabilité monétaire en Europe. Mais cette décision — se situant dans le prolongement des initiatives prises ces dernières années par la Commission, et des délibérations du Conseil européen de Brême en juillet dernier — s'est heurtée dès le départ à certaines difficultés. L'entrée en vigueur du SME, limité d'abord à six pays, puis à huit (l'Italie et l'Irlande ayant finalement opté pour le «oui») a buté à la fin du mois de décembre sur l'adoption de ses règlements d'application, à la suite des réserves émises par la France. Celle-ci attend en effet qu'un accord intervienne sur le plan de la politique agricole commune en ce qui concerne le traitement à réserver aux montants compensatoires monétaires. De ce fait, le système monétaire européen (SME) n'est pas entré en vigueur le 1^{er} janvier 1979, comme prévu, en attendant cet accord sur les montants compensatoires monétaires.

Du Conseil européen de Brême aux difficultés de décembre 1978

1.1.2. A la suite des entretiens informels qui l'avaient précédé, le *Conseil européen de Brême* avait examiné, les 6 et 7 juillet dernier, un projet de plusieurs délégations visant — selon les déclarations de la présidence — «à établir une coopération monétaire plus étroite (par la création d'un système monétaire) aboutissant à une zone de stabilité en Europe»⁽¹⁾.

1.1.3. Le *Conseil européen*, réuni à Bruxelles les 4 et 5 décembre 1978, c'est-à-dire cinq

mois plus tard, franchissait un pas de plus dans ce domaine, puisqu'il adoptait formellement une résolution «concernant l'instauration du système monétaire européen (SME) et des questions connexes»⁽²⁾. Toutefois, trois Etats membres adoptaient une attitude d'attente (délai de réflexion dans le cas de l'Irlande et de l'Italie) ou de réserve plus marquée (Royaume-Uni), en ce qui concerne leur pleine participation au système.

La Commission constatait dès le lendemain que le SME avait été mis en place sous une forme communautaire, avec une pleine participation de sa part au fonctionnement du nouveau système. Elle souhaitait vivement que l'Irlande et l'Italie prennent une décision positive quant à leur participation, et exprimait également l'espoir de voir le Royaume-Uni se joindre le plus rapidement possible au SME. Des contacts étroits étaient maintenus par la Commission avec ces trois pays et une série de mesures d'application étaient préparées en prévision du Conseil «économie-finances» convoqué pour le 18 décembre à Bruxelles.

1.1.4. Les travaux du Conseil s'annonçaient sous d'heureux auspices puisque l'*Irlande* (le 15 décembre) avaient décidé de participer au SME. Leurs représentants l'annonçaient formellement au *Conseil «économie-finances»* du 18 décembre. La délégation britannique indiquait pour sa part qu'elle était prête à jouer son rôle dans tous les aspects du SME et qu'elle suivrait avec sympathie la politique communautaire du change, afin de modifier sa réserve si les craintes du gouvernement britannique ne s'avéraient pas fondées.

Le Conseil examinait alors une série de questions relatives à la mise en place et au fonc-

(1) Bull. CE 6-1978, point 1.5.2.
(2) Point 1.1.11.

Abréviations uniformisées pour la désignation de certaines unités monétaires dans les différentes langues de la Communauté :

BFR = Belgische frank / Franc belge
LFR = Franc luxembourgeois
DKR = Dansk krone
FF = Franc français
DM = Deutsche Mark
LIT = Lira italiana
HFL = Nederlandse gulden (Hollandse florijn)
UKL = Pound sterling
IRL = Irish pound
USD = United States Dollar

tionnement du système monétaire européen. C'est ainsi qu'il statuait sur deux règlements; l'un introduisait l'ECU pour les opérations du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) à compter du 1^{er} janvier; l'autre habilitait le FECOM à recevoir des placements de réserves monétaires des États membres et à émettre des ECUS en contrepartie de ces placements.

Toutefois, ces règlements ne pouvaient être formellement adoptés à l'issue du Conseil, la délégation française ayant exprimé une réserve d'attente jusqu'à ce qu'elle ait connaissance des travaux du Conseil «agriculture» en ce qui concerne les conséquences du SME dans le cadre de la politique agricole commune (problème des «montants compensatoires monétaires»).

1.1.5. Finalement, le 29 décembre 1978, un communiqué officiel publié à Paris estimait que l'ensemble des dispositions nécessaires à la mise en œuvre du SME n'étaient pas réunies; le gouvernement français maintenait sa réserve, en attendant que des dispositions soient prises par le Conseil des Communautés pour que les deux problèmes — SME et montants compensatoires monétaires (MCM) — soient réglés simultanément.

De ce fait, l'entrée en vigueur du SME n'a pu avoir lieu à la date du 1^{er} janvier 1979 initialement prévue.

Conception du Système monétaire européen

L'idée d'un système monétaire européen

1.1.6. L'idée d'un système monétaire européen n'est pas nouvelle. En effet, une première tentative d'organiser les relations monétaires européennes fut entreprise, dès 1970, à la suite du Conseil européen de La Haye de décembre 1969, qui avait décidé de

procéder, par étapes, à la réalisation d'une union économique et monétaire. A cette fin, diverses actions furent convenues en 1971 et 1972. En matière monétaire, fut institué un système de fluctuations conjuguées qui engloba diverses transformations et certaines modifications dans sa composition. En fin de compte, ce système («serpent») ne comportait plus qu'un nombre réduit de participants (république fédérale d'Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark).

Le SME trouve son origine dans des considérations à la fois de politique monétaire internationale et de politique économique communautaire. Elles ont notamment trait à l'instabilité des changes dont les effets négatifs tant sur le plan de la lutte contre l'inflation que sur celui de la croissance sont apparus de façon manifeste. Une plus grande stabilité des changes, notamment à l'intérieur de la CEE, constituerait un élément important de toute politique de «sortie de crise», parce qu'elle tendrait à infléchir les décisions de production et d'investissement des entreprises dont l'optique était de plus en plus affectée par l'imprévisibilité des relations de change.

Le SME : mécanisme et fonctionnement

1.1.7. Le SME devait comprendre — on le sait — dès sa mise en place, et en tant que participants à part entière, huit États membres, à savoir les pays du «serpent» plus la France, l'Italie et l'Irlande, le Royaume-Uni ayant décidé de reporter sa participation à plus tard.

Le SME est fondé sur une nouvelle unité monétaire européenne, l'ECU, dont la composition, qui serait réexaminée à intervalles périodiques, est identique au départ à celle de l'unité de compte européenne (UCE), soit :

$$0,828 \text{ DM} + 0,0885 \text{ UKL} + 1,15 \text{ FF} + 109,0 \text{ LIT} + 0,286 \text{ HFL} + 3,66 \text{ BFR} + 0,140 \text{ LFR} + 0,217 \text{ DKR} + 0,00759 \text{ IRL}$$

Ce nouvel instrument pilier du système, serait utilisé en tant que : dénominateur (numéraire) dans le mécanisme de change; base pour l'établissement d'un indicateur de divergence; dénominateur pour les opérations entrant dans le cadre du mécanisme d'intervention et de crédit;

moyen de règlement entre les autorités monétaires de la Communauté européenne.

Dans le cadre du SME la mise en place de divers mécanismes a été prévue en matière d'intervention, de crédit et de règlement.

Les interventions — Le nouveau système devait comporter, comme dans le «serpent», un mécanisme d'intervention reposant sur une grille de parités modifiable de commun accord, et prévoyant un écart instantané maximum de 2,25% aux limites duquel des interventions automatiques et illimitées, en principe en monnaies des participants, sont effectuées. Des limites plus larges (de 6%) ont été prévues pour les États membres qui, flottant isolément actuellement, opèrent pour de telles limites : c'est le cas de l'Italie. En outre, il est prévu d'utiliser un «indicateur de divergence» fondé sur l'ECU. Son objectif sera d'identifier la monnaie qui atteindra un seuil, situé à 75% de la limite de la marge maximum de fluctuation de cette monnaie vis-à-vis de l'ECU. Dès le franchissement de ce seuil, les autorités émettant la monnaie concernée seraient présumées agir de façon à atténuer, voire à éliminer, la tension dans le système, et prévenir si possible l'apparition de l'écart instantané déclenchant les interventions obligatoires. Cette action pourrait prendre la forme d'interventions diversifiées, de mesures de politique monétaire et, le cas échéant, de modifications de cours-pivot ou de toute autre mesure de politique économique.

Les crédits — Afin de permettre au SME de s'appuyer sur des moyens financiers adéquats, les mécanismes de crédit intracommunautaires déjà existants seraient renforcés : la durée du concours financier à très court terme est portée de 30 jours fin de mois à 45 jours fin de mois, et, d'autre part, l'enveloppe globale des crédits à court et à moyen terme est considérablement élargie. A l'heure actuelle, le montant «effectivement disponible» dans le cadre de ces deux mécanismes est de l'ordre de 10 milliards d'ECUS; la «résolution» du Conseil européen prévoyait de le porter à 25 milliards d'ECUS. Les délais de remboursement de crédits à court terme devaient, en outre, être allongés.

Les règlements — Dès le début de la mise en application du SME, des ECUS seront créés contre remise, sous la forme de crédits croisés renouvelables, de 20% des réserves d'or et de dollars détenues par les banques centrales. Ils serviront de moyen de règlement pour les opérations effectuées dans le cadre du système. Au plus tard le 1^{er} janvier 1981, un Fonds monétaire européen, qui regroupera les arrangements conclus et les institutions existant

tes, sera créé, toujours aux termes de la «résolution» adoptée par le Conseil européen de décembre 1978.

1.1.8. Le SME, qui se substituerait au «système communautaire de change» existant (le serpent), présenterait des innovations importantes. Ainsi, le mécanisme de l'indicateur de divergence entraînerait une meilleure symétrie des droits et obligations des participants; l'ampleur et la durée des crédits permettraient de faire face aux pressions spéculatives et de pallier les difficultés temporaires de balances de paiements. Des mesures ont été prévues afin de renforcer les économies des pays membres moins prospères qui participent au SME en vue d'une meilleure convergence entre les divers États membres de la Communauté. La place centrale de l'ECU et la constitution d'un fonds initial soulignent le caractère communautaire de l'entreprise. Enfin, le SME comporte un dosage équilibré entre les éléments de souplesse (marges élargies, modification des taux pivots, crédits) et de rigueur (défense des marges, coordination des politiques), de même qu'une conférence entre les aspects strictement monétaires et les aspects économiques du système.

Documents et prises de position

1.1.9. Après les discussions qui avaient précédé (durant plusieurs mois) le Conseil européen réuni à Bruxelles les 4 et 5 décembre 1978, c'est ce dernier qui donna, on le sait, le «coup d'envoi» au système monétaire européen. Les «conclusions de la présidence» exposent la décision, souligne sa signification politique et la «résolution» adoptée par le Conseil européen analyse les rouages du nouveau système.

Conclusions de la présidence

1.1.10. La partie des «conclusions de la présidence» relative au SME, rendue publique à l'issue du Conseil européen, est la suivante :

«Le Conseil européen est convenu, sur la base des travaux préparatoires du Conseil (ministres de l'économie

et des finances) ainsi que du Comité monétaire et du Comité des gouverneurs des banques centrales, d'instaurer au 1^{er} janvier 1979 un système monétaire européen. Le texte de cet accord est joint en annexe.

Le système monétaire européen vise à établir une stabilité monétaire accrue dans la Communauté. Il doit être considéré comme l'élément fondamental d'une vaste stratégie ayant pour objectifs une croissance soutenue dans la stabilité, un retour progressif au plein emploi, l'harmonisation des niveaux de vie et la réduction des disparités régionales au sein de la Communauté. Le système monétaire facilitera la convergence du développement économique et donnera une nouvelle impulsion au processus d'Union européenne. Le Conseil escompte que le système monétaire européen aura un effet stabilisateur sur les relations économiques et monétaires internationales. Ce système sera donc certainement conforme aux intérêts des pays industrialisés aussi bien que des pays en développement.»

Texte de la résolution

1.1.11. On trouvera ci-après le texte adopté par le Conseil européen le 5 décembre :

« Résolution du Conseil européen du 5 décembre 1978

concernant l'instauration du système monétaire européen (SME) et des questions connexes

A

Le système monétaire européen

1. Introduction

1.1. A Brême, nos discussions ont porté sur un « système » visant à établir une coopération monétaire plus étroite aboutissant à une zone de stabilité en Europe». Nous avons considéré que l'établissement d'une telle zone constituait « un objectif hautement souhaitable » et nous avons envisagé « un système durable et efficace ».

1.2. Après avoir procédé à un examen attentif des travaux préparatoires effectués par le Conseil et d'autres

10

organes communautaires, nous sommes convenus ce jour de ce qui suit :

Un système monétaire européen (SME) sera instauré le 1^{er} janvier 1979

1.3. Nous sommes fermement résolus à assurer au SME une réussite durable en adoptant des politiques qui permettent de réaliser une meilleure stabilité à l'intérieur comme à l'extérieur tant pour les pays déficitaires que pour les pays excédentaires.

1.4. Les chapitres qui suivent traitent principalement de la phase initiale du SME.

Nous restons fermement déterminés à consolider, deux ans au plus tard après la mise en place du système, les dispositions et les procédures ainsi établies afin d'en faire un système définitif. Ce système comportera, comme prévu dans les conclusions de la réunion du Conseil européen tenu à Brême les 6 et 7 juillet 1978, la création du Fonds monétaire européen et impliquera l'utilisation pleine et entière de l'ECU en tant qu'avoir de réserve et instrument de règlement. Il aura pour fondement des actes législatifs appropriés pris tant au niveau communautaire qu'au niveau national.

2. L'ECU et ses fonctions

2.1. Une unité monétaire européenne (ECU) constituera l'élément central du SME. La valeur et la composition de l'ECU coïncideront, au début du système, avec la valeur de l'UCE.

2.2. L'ECU sera utilisé :

- a) en tant que dénominateur (numéraire) dans le mécanisme de change;
- b) en tant que base pour l'établissement d'un indicateur de divergence;
- c) en tant que dénominateur pour les opérations entrant dans le cadre tant du mécanisme d'intervention que du mécanisme de crédit;
- d) en tant que moyen de règlement entre les autorités monétaires de la Communauté européenne.

2.3. Les poids des monnaies entrant dans la composition de l'ECU feront l'objet d'un examen et, au besoin, d'une révision dans un délai de six mois à comp-

Bull. CE 12-1978

ter de l'entrée en vigueur du système et par la suite tous les cinq ans, sur demande, si le poids de l'une quelconque des monnaies a varié de 25%.

Les révisions doivent être mutuellement acceptées; elles n'auront pas pour effet, en tant que telles, de modifier la valeur externe de l'ECU. Elles seront effectuées compte tenu des critères économiques sous-jacents.

3. Mécanisme de change et d'intervention

3.1. Chaque monnaie aura un cours-pivot rattaché à l'ECU. Ces cours-pivots serviront à déterminer une grille de cours-pivots bilatéraux.

Au-delà de ces cours bilatéraux seront fixés des marges de fluctuation de $\pm 2,25\%$. Les États membres de la CEE dont les monnaies flouent actuellement pourront, au début du SME, opter pour des marges plus importantes pouvant aller jusqu'à $\pm 6\%$; ces marges devraient être progressivement réduites dès que les conditions économiques le permettront.

Un État membre qui ne participe pas au mécanisme de change à partir du début peut y participer à une date ultérieure.

3.2. Les ajustements de cours-pivots seront effectués par accord mutuel selon une procédure commune à laquelle prendront part tous les pays participant au mécanisme de change ainsi que la Commission. Les décisions importantes concernant la politique de change feront l'objet de consultations réciproques dans le cadre de la Communauté entre les pays participant au système et les pays qui n'y participent pas.

3.3. En principe, les interventions se feront en monnaie de pays participants.

3.4. L'intervention en monnaie de pays participants est obligatoire lorsque les points d'intervention définis par les marges de fluctuation sont atteints.

3.5. Une formule de panier ECU sera utilisée comme indicateur pour détecter des divergences entre monnaies communautaires. Un « seuil de divergence » sera fixé pour chaque monnaie à 75% de l'écart maximum de divergence. Il sera calculé de manière à éliminer l'incidence des poids sur la probabilité d'atteindre le seuil.

3.6. Lorsqu'une monnaie franchit son « seuil de divergence », il en résulte une présomption que les autorités

Bull. CE 12-1978

concernées corrigeront cette situation en prenant des mesures adéquates, à savoir :

- a) des interventions diversifiées;
- b) des mesures de politique monétaire intérieure;
- c) des modifications de cours-pivots;
- d) d'autres mesures de politique économique.

Au cas où de telles mesures ne seraient pas prises du fait de circonstances spéciales, les raisons doivent en être données aux autres autorités, notamment au cours de la « concertation entre banques centrales ».

Si nécessaire, des consultations auront lieu dans les enceintes communautaires appropriées, y compris le Conseil de ministres.

A l'issue d'un délai de six mois, ces dispositions doivent être réexaminées à la lumière de l'expérience acquise. Les questions relatives aux déséquilibres dans les soldes accumulés par les pays créditeurs ou débiteurs à monnaies divergentes feront alors également l'objet d'un examen.

3.7. Des facilités de crédit à très court terme d'un volume illimité seront créées. Les règlements seront effectués 45 jours après la fin du mois d'intervention, avec possibilité de prolonger le financement pour une durée de trois mois supplémentaires, à concurrence des quotes-parts débiteurs dans le soutien monétaire à court terme.

3.8. Afin de servir de moyen de règlement, une allocation initiale d'ECUS sera fournie par le FÉCOM moyennant le dépôt de 20% des réserves en or et de 20% des réserves en dollars détenus par les banques centrales au moment de l'opération.

Cette opération se fera par des arrangements spécifiques portant sur des crédits croisés renouvelables. Au moyen d'un réexamen périodique et de la mise en œuvre d'une procédure appropriée, il sera garanti que chaque banque centrale maintiendra au moins 20% de ces réserves en dépôt auprès du FÉCOM. Un État membre qui ne participe pas au mécanisme de change peut participer à cette opération initiale aux conditions indiquées ci-dessus.

4. Les mécanismes de crédit

4.1. Les mécanismes de crédit existants seront maintenus, assortis de leurs règles actuelles d'application, au

11

cours de la phase initiale de fonctionnement du SME. Ils seront consolidés en un fonds unique lors de la phase finale du SME.

4.2. Le volume des mécanismes de crédit sera porté à 25 milliards d'ECUS effectivement disponibles. Il sera réparti comme suit :

Soutien monétaire à court terme
= 14 milliards d'ECUS
Concours financier à moyen terme
= 11 milliards d'ECUS

4.3. La durée du soutien monétaire à court terme sera prorogée de trois mois supplémentaires aux mêmes conditions que dans le cas de la première prorogation.

4.4. L'augmentation du concours financier à moyen terme sera achevée d'ici le 30 juin 1979. Dans l'inter-valle, les pays qui ont encore besoin de dispositions législatives à cet égard sont censés rendre disponible, au moyen d'un accord intermédiaire de financement entre les banques centrales concernées, l'accroissement de leurs quotes-parts à moyen terme.

5. Pays tiers et organisations internationales

5.1. La durabilité du SME et ses incidences sur le plan international exigent que soient coordonnées les politiques de change pratiquées à l'égard des pays tiers et qu'il soit procédé, dans toute la mesure du possible, à une concertation avec les autorités monétaires de ces pays.

5.2. Les pays européens ayant des liens économiques et financiers particulièrement étroits avec les Communautés européennes peuvent participer au mécanisme de change et d'intervention.

La participation sera fondée sur des accords entre banques centrales; ces derniers seront communiqués au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

5.3. Le SME est et restera entièrement compatible avec les articles pertinents de l'accord relatif au FMI.

6. Suite de la procédure

6.1. Pour mettre en œuvre les décisions prises dans le cadre du chapitre A, le Conseil européen invite le

Conseil à délibérer et à statuer, le 18 décembre 1978, sur les propositions suivantes de la Commission :

a) règlement du Conseil modifiant l'unité de compte utilisée par le Fonds européen de coopération monétaire, introduisant l'ECU dans les opérations du FEOM et définissant sa composition;

b) règlement du Conseil autorisant le FEOM à recevoir des réserves monétaires et à émettre des ECUS en faveur des autorités monétaires des États membres qui peuvent les utiliser comme moyen de règlement;

c) règlement du Conseil concernant l'incidence du système monétaire européen sur la politique agricole commune. Le Conseil européen estime que l'instauration du SME ne devrait pas, d'elle-même, entraîner de modifications de la situation existant avant le 1^{er} janvier 1979 en ce qui concerne l'expression en monnaies nationales des prix agricoles, des montants compensatoires et de tous autres montants fixés aux fins de la politique agricole commune.

Le Conseil européen souligne l'importance qu'il attache à ce que soit désormais évitée la création de MCM durables et à ce que soient progressivement réduits les MCM existants afin de rétablir l'unité des prix relevant de la politique agricole commune, tout en tenant dûment compte de la politique en matière de prix.

6.2. Le Conseil européen invite la Commission à présenter en temps utile une proposition visant à modifier la décision du Conseil du 22 mars 1971 portant sur la mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme, afin de permettre au Conseil (ministres de l'économie et des finances) de statuer sur cette proposition lors de sa session du 18 décembre 1978.

6.3. Le Conseil européen invite les banques centrales des États membres à modifier leur accord du 10 avril 1972 sur le rétrécissement des marges de fluctuation entre les monnaies des États membres conformément aux règles exposées ci-dessus (voir point 3).

6.4. Le Conseil européen invite les banques centrales des États membres à modifier comme suit les règles du soutien monétaire à court terme, au plus tard le 1^{er} janvier 1979 :

a) Le total des quotes-parts débiteurs disponibles pour des tirages par les banques centrales des États membres doit être porté à un montant global de 7,9 milliards d'ECUS.

Bull. CE 12-1978

b) Le total des quotes-parts créditrices rendues disponibles par les banques centrales des États membres pour le financement des quotes-parts débiteurs doit être porté à un montant global de 15,8 milliards d'ECUS.

c) Le total des rallonges créditrices, comme celui des rallonges débiteurs, ne peut pas dépasser 8,8 milliards d'ECUS.

d) La durée du crédit accordé au titre du soutien monétaire à court terme élargi peut être prorogée deux fois pour une période de trois mois.

B

Mesures destinées à renforcer les économies des États membres moins prospères du système monétaire européen

1. Nous soulignons le fait que, dans le cadre d'une vaste stratégie visant à améliorer les perspectives de développement économique et fondée sur une symétrie des droits et des obligations de tous les participants, la préoccupation principale devrait consister à renforcer la convergence des politiques économiques en vue d'atteindre une plus grande stabilité. Nous invitons le Conseil (ministres de l'économie et des finances) à renforcer ses procédures de coordination afin d'obtenir une meilleure convergence dans ce domaine.

2. Nous sommes conscients de ce qu'il ne sera pas aisé d'assurer la convergence des politiques et des réalisations économiques. Aussi importe-t-il que des mesures soient prises afin de renforcer le potentiel économique des pays moins prospères de la Communauté. C'est là une tâche qui incombe en premier lieu aux États membres concernés. Les mesures prises au niveau de la Communauté peuvent et devraient jouer à cet égard un rôle de soutien.

3. Le Conseil européen convient que, dans le contexte du système monétaire européen, les mesures énumérées ci-après seront prises en faveur des États membres moins prospères qui participent effectivement et entièrement au mécanisme de change et d'intervention.

3.1. Le Conseil européen invite les institutions de la Communauté, qui devront utiliser le nouvel instrument financier, et la Banque européenne d'investissement, à mettre à la disposition de ces pays, pour une période de

Bull. CE 12-1978

cinq ans et à des conditions spéciales, des prêts pouvant atteindre 1 milliard d'UCE par an.

3.2. Le Conseil européen invite la Commission à présenter une proposition en vue de l'octroi de bonifications d'intérêt de 3% pour ces prêts, et ce selon les modalités suivantes : le coût total de cette mesure, divisé en tranches annuelles de 200 millions d'UCE chacune, ne doit pas dépasser 1 milliard d'UCE pour une période de cinq ans.

3.3. Tout État membre moins prospère qui, par la suite, participera effectivement et entièrement aux mécanismes aura le droit de bénéficier de cette facilité dans les limites financières indiquées ci-dessus. Les États membres ne participant pas effectivement et entièrement aux mécanismes ne contribueront pas au financement du système.

3.4. Les fonds ainsi mis à disposition devront être affectés essentiellement au financement de projets et de programmes d'infrastructure sélectionnés, étant entendu qu'il conviendra d'éviter toute distorsion directe ou indirecte de la position concurrentielle d'industries déterminées dans les États membres.

3.5. Le Conseil européen invite le Conseil (ministres de l'économie et des finances) à statuer sur les propositions précitées en temps utile pour que les mesures en question puissent prendre effet au plus tard le 1^{er} avril 1979. Il conviendra de procéder à un réexamen de la situation à la fin de la phase initiale de fonctionnement du SME.

4. Le Conseil européen invite la Commission à étudier la relation existant entre une convergence accrue des réalisations économiques des États membres et l'utilisation des instruments communautaires, notamment des fonds visant à réduire les déséquilibres structurels. Les résultats de ces études feront l'objet d'un examen lors du prochain Conseil européen.

Déclarations de chefs d'État ou de gouvernement et du président de la Commission

1.1.12. A la suite de la réunion du Conseil européen des 4 et 5 décembre, plusieurs chefs d'État ou de gouvernement — M.

Valéry Giscard d'Estaing, président de la République française, M. Helmut Schmidt, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le premier ministre britannique M. James Callaghan — et M. Roy Jenkins, président de la Commission, ont commenté les résultats obtenus concernant l'institution d'un système monétaire européen. Ils ont analysé les mécanismes du nouveau système et mis en lumière son importance pour l'avenir de la construction européenne.

Le président Giscard d'Estaing a rappelé que l'idée du SME était due à une initiative franco-allemande, à l'occasion des Conseils européens de Copenhague et de Brême. Il a souligné que ce système n'était pas la poursuite ou la renaissance du « serpent » monétaire européen, car les actions et mécanismes prévus sont beaucoup plus complets. Le président de la République française a insisté sur l'importance d'un retour progressif à une unité de prix sur les marchés agricoles, les écarts existant actuellement dans ce secteur constituant une anomalie.

Le chancelier Helmut Schmidt a estimé que le SME devrait présenter des avantages importants pour tous les membres de la Communauté, en favorisant le développement de l'unité européenne, en stimulant la croissance économique contribuant ainsi à réduire le chômage — et à assurer une plus grande stabilité monétaire. Il a laissé entendre toutefois qu'il eût été possible d'aller plus loin, et a estimé que l'on pouvait considérer les résultats acquis comme un succès limité.

Pour M. James Callaghan, premier ministre britannique, le SME devrait prélever à une nouvelle tentative en vue d'aboutir à une stabilité plus grande des changes avec le dollar et peut-être d'autres monnaies. M. Callaghan parla même non d'échec mais de recul temporaire de l'Europe, et s'étendit longuement sur les difficultés et le coût budgétaire de la politique agricole commune.

2. Grèce : Progrès décisifs dans les négociations d'adhésion

1.2.1. Des progrès décisifs ont été réalisés en décembre 1978 dans les négociations d'adhésion avec la Grèce, qui s'étaient ouvertes officiellement il y a moins de deux ans et demi (1).

Lors de la dixième conférence de négociation Grèce-CEE, qui s'est tenue au niveau ministériel le 20 décembre à Bruxelles et s'est poursuivie jusqu'aux premières heures du 21, des accords ont en effet pu intervenir sur des questions concernant les mesures transitoires, l'agriculture et la politique sociale. Ces accords, qui représentent un pas décisif dans les négociations d'adhésion, répondent à l'attente du Conseil qui, dans sa déclaration du 7 février 1978 (2), avait exprimé l'espoir que la phase substantielle des négociations puisse être conclue avant la fin de 1978. Les négociations continuent donc à progresser conformément au calendrier convenu.

De la demande grecque à la « phase substantielle » des négociations

1.2.2. C'est le 12 juin 1975 (3) que la Grèce a présenté sa demande d'adhésion aux Communautés; après que la Commission ait adopté son « avis » (4) et que le Conseil se soit prononcé (5) — au début de 1976 — les négociations se sont officiellement ouvertes le 27 juillet 1976, à Bruxelles. Lors de cette conférence ministérielle (6) les deux parties sont convenues que les négociations devaient se fonder sur l'acceptation par la Grèce de l'acquis communautaire, sous réserve des aménagements transitoires nécessaires. Les négociations sont entrées en février 1978 (7) dans une phase nouvelle: celle des discussions sur le fond qui ont succédé ainsi aux conversations exploratoires.

Ces discussions sur le fond ont progressé rapidement puisqu'elles ont abouti en décembre à la conclusion d'accords dont l'importance ne peut être sous-estimée. Les accords conclus les 20-21 décembre 1978 ont été

préparés par deux sessions au niveau des suppléants et une session ministérielle. Lors de la vingtième session de la conférence au niveau des suppléants (ambassadeurs) le 1^{er} décembre, la Communauté a fait des déclarations sur certaines questions et institutions économiques et financières; pour sa part, la délégation grecque a présenté des documents sur l'union douanière (contingents), les aides d'Etat et la politique régionale, les textiles dans le domaine des relations extérieures et l'application de la TVA en Grèce.

Au cours de la neuvième session ministérielle de la conférence, le 6 décembre, la Communauté a présenté un premier ensemble de propositions comportant des déclarations sur la période d'application des mesures transitoires et des dérogations temporaires, l'agriculture et la politique sociale, quant à la délégation grecque elle a proposé, après avoir fait connaître ses premières réactions à ces déclarations, d'exposer son point de vue en détail lors de la session suivante de la conférence au niveau des suppléants. Lors de la vingt et unième session de la conférence au niveau des suppléants, le 15 décembre, la délégation grecque a, comme promis, présenté son point de vue sur les trois questions mentionnées ci-dessus. Bien que l'accord se soit réalisé sur un certain nombre de points, il est alors clairement apparu que les questions pendantes ne pourraient être résolues qu'au cours d'une session ministérielle ultérieure. C'est effectivement ce qui s'est produit.

Les résultats de la dixième session ministérielle

1.2.3. Les points essentiels de l'accord conclu lors de la dixième conférence ministérielle sont les suivants:

Dans le secteur agricole, les parties se sont mises d'accord sur une période de base de cinq ans pour les mesures transitoires; une durée spéciale de sept ans a été convenue pour les tomates fraîches et transformées et pour les pêches fraîches et de conserve. Le coton sera considéré comme un produit agricole et fera l'objet d'un

(1) Bull. CE 7-8-1976, points 1201 à 1205.

(2) Bull. CE 2-1978, point 1.4.2.

(3) Bull. CE 6-1975, points 1201 à 1212.

(4) Bull. CE 1-1976, points 1101 à 1111 et Supplément 2/76 — Bull. CE.

(5) Bull. CE 2-1978, points 1.4.1 à 1.4.5.

C'est au mois d'octobre 1972⁽¹⁾ que remonte la proposition initiale de la Commission au Conseil, amendée par la suite début décembre 1975⁽²⁾. La directive, qui sera arrêtée formellement à bref délai et qui s'inscrit dans la perspective de la création d'un marché européen des capitaux, facilitera l'admission à la cote officielle des valeurs en provenance des autres États membres ainsi que la cotation d'un même titre sur plusieurs bourses de la Communauté.

Impôts indirects

Accises sur les tabacs manufacturés

2.1.53. Le Conseil a arrêté, le 18 décembre 1978⁽³⁾ une directive donnant la définition des produits qui relèvent de chacune des cinq grandes catégories de tabacs manufacturés : cigares et cigarettos, cigarettes, tabac à fumer, tabac à priser, tabac à mâcher.

Ces définitions communautaires ne préjugent pas la détermination des systèmes ni des niveaux de taxation applicables aux différents produits, mais elles évitent que les produits ayant les mêmes caractéristiques soient classés, selon les pays de taxation, dans des catégories différentes.

La mise en vigueur, dans les États membres, des dispositions de cette directive doit être effectuée avant le 1^{er} janvier 1980. Elle devrait faciliter la poursuite des travaux d'harmonisation des accises dans le secteur des tabacs manufacturés.

Franchises fiscales pour les voyageurs

2.1.54. Le 19 décembre 1978⁽⁴⁾, le Conseil a adopté quatre directives relatives aux franchises fiscales applicables aux marchandises contenues dans les bagages personnels des voyageurs et aux marchandises expédiées comme petits envois.

Ces directives ont pour objet essentiel de déterminer les modalités d'application de l'unité de compte européenne aux nouveaux montants des franchises, à compter du 1^{er} janvier 1979. Il résulte de ces modalités que les montants des franchises, applicables dans chaque État membre pour chaque année civile, seront fixés en retenant

comme contre-valeur des monnaies nationales les taux du premier jour ouvrable du mois d'octobre⁽⁵⁾.

Ces nouveaux montants ont été fixés comme suit par le Conseil :

- 180 UCE pour la franchise accordée aux voyageurs intracommunautaires, fixée à 125 unités de compte par la directive du Conseil du 12 juin 1972⁽⁶⁾;
- 40 UCE pour la franchise accordée aux voyageurs en provenance d'un pays tiers, fixée à 25 unités de compte par la directive du Conseil du 28 mai 1969⁽⁷⁾;
- 60 UCE pour la franchise concernant les petits envois expédiés à l'intérieur de la Communauté entre particuliers, fixée à 40 unités de compte par la directive du Conseil du 19 décembre 1974⁽⁸⁾;
- 30 UCE pour la franchise concernant les petits envois expédiés par un particulier d'un pays tiers à un particulier dans la Communauté, instaurée pour la première fois par le Conseil sur la base d'une proposition de la Commission qui lui avait été transmise le 31 décembre 1974⁽⁹⁾.

En dépit des augmentations que l'on constate dans les montants exprimés en UCE, les montants exprimés en monnaie nationale seront eux-mêmes augmentés dans des proportions variables selon les États membres : forte pour les États membres dont la monnaie s'est dévaluée ces dernières années, faible ou nulle pour ceux dont la monnaie s'est revalorisée.

Une dérogation temporaire concernant la valeur unitaire des marchandises importées a été accordée :

- au Danemark, qui peut, jusqu'au 31 décembre 1981, exclure de la franchise des marchandises dont la valeur unitaire est supérieure à 135 UCE;
- à l'Irlande qui peut, jusqu'au 31 décembre 1983, exclure de cette franchise des marchandises dont la valeur unitaire est supérieure à 77 UCE.

(1) JO C 131 du 13.12.1972 et Supplément 8/72 — Bull. CE.

(2) Bull. CE 12-1975, point 2137.

(3) JO L 10 du 16.1.1979.

(4) JO L 366 du 28.12.1978.

(5) Pour l'année 1979 : JO C 233 du 3.10.1978.

(6) JO L 139 du 17.6.1972.

(7) JO L 133 du 4.6.1969.

(8) JO L 354 du 30.12.1974.

(9) JO C 18 du 25.1.1975.

L'introduction de l'UCE dans le domaine des franchises fiscales à l'intérieur de la Communauté permettra de retrouver l'équivalence monétaire des divers montants exprimés en monnaie nationale. Ceci éliminera les cas de double imposition qui résultaient de la situation antérieure dans laquelle la valeur d'un même bien pouvait être inférieure à la franchise dans un État membre, interdisant la détaxation à l'exportation, et supérieure à la franchise dans le pays d'importation, impliquant la taxation dans ce pays.

Dans le souci d'éliminer d'autres cas de double imposition, le Conseil a rendu obligatoire pour les États membres la détaxation des biens transportés par les voyageurs, dès lors que la valeur de ces biens dépasse le montant de la franchise, ces biens étant alors taxes à l'importation. Cette disposition, jusque-là facultative, avait fait l'objet d'une utilisation diversifiée d'un État membre à l'autre.

La franchise quantitative pour le vin accordée aux voyageurs à l'intérieur de la Communauté a été portée de 3 à 4 litres. Une dérogation a, toutefois, été accordée au Danemark, qui peut, jusqu'au 31 décembre 1983, maintenir cette limitation quantitative à 3 litres.

Emploi et politique sociale

Le Conseil européen et les affaires sociales

2.1.55. L'évolution de la situation économique et sociale dans les États membres de la Communauté et la tenue, le 9 novembre 1978, de la quatrième conférence tripartite⁽¹⁾ ont été évoquées lors de la réunion du Conseil européen des 4 et 5 décembre à Bruxelles.

Les « conclusions de la présidence » rendues publiques à l'issue de la réunion déclarent à ce sujet :

Situation économique et sociale

« Le Conseil européen a examiné la situation économique et sociale dans les États membres de la Commu-

nauté. Il note avec satisfaction que, depuis la session du Conseil européen à Brème, on constate une amélioration des conditions nécessaires au renforcement du processus de croissance économique en Europe.

Les chefs d'État et de gouvernement ont fait rapport sur les mesures qu'ils ont adoptées. Le Conseil européen considère qu'il est nécessaire, notamment compte tenu de la situation préoccupante dans le domaine de l'emploi, d'assurer d'urgence la mise en œuvre rapide de ces mesures. Il réaffirme l'opinion selon laquelle seule une attitude commune et coordonnée de tous les États membres peut permettre d'arriver à une plus grande convergence en matière de développement économique au sein des Communautés européennes. Il est donc nécessaire d'intensifier les efforts déployés par tous les États membres afin de lutter contre l'inflation pour garantir la durabilité du système monétaire européen.

Le Conseil européen a invité la Commission à présenter, pour sa deuxième session en 1979, une étude sur les perspectives d'évolution structurelle d'ici à 1990. Cette étude devra avoir pour objectif une appréciation des conséquences de ces modifications de structure sur la situation économique et sociale dans la Communauté.

Le Conseil européen s'est félicité de la décision du Conseil des ministres du travail et des affaires sociales d'étendre le concours du Fonds social à des aides au recrutement et à la création d'emplois en faveur des jeunes. En regard aux préoccupations constantes que lui cause le chômage des jeunes, le Conseil européen a invité les ministres du travail et des affaires sociales à suivre le fonctionnement des nouveaux moyens d'assistance ».

Conférence tripartite

« Le Conseil européen a pris note des résultats de la dernière conférence tripartite et il invite les gouvernements des États membres à en tenir compte lorsqu'ils seront amenés à prendre des décisions de politique économique et sociale.

Le Conseil européen estime que le dialogue entre les partenaires sociaux, les gouvernements des États membres et la Commission de la Communauté européenne favorise la compréhension mutuelle en ce qui concerne les exigences de politique économique et sociale et qu'il constitue par conséquent un élément important permettant

(1) Bull. CE 11-1978, points 1.3.1 à 1.3.6.

tant de résoudre les problèmes que posent la croissance, la stabilité et l'emploi. Le Conseil européen formule par conséquent l'espoir que les contacts entre les partenaires sociaux au niveau européen seront poursuivis.

Le président du Conseil européen a fait savoir au Conseil que la Fédération des syndicats européens propose actuellement à l'élaboration de propositions visant à améliorer les méthodes de travail de la conférence tripartite. Le Conseil (les ministres de l'économie et des finances et des ministres du travail et des affaires sociales) est invité à examiner ces propositions afin de pouvoir mettre au point avec les partenaires sociaux les modalités de la procédure à suivre.

Emploi

Groupe des directeurs généraux de l'emploi

2.1.56. Le groupe des directeurs généraux de l'emploi s'est réuni le 6 décembre. Ses travaux ont eu pour principal objet l'examen et l'évaluation des mesures de politique active de l'emploi mises en œuvre par les pays membres au cours des deux dernières années. Il a été décidé qu'un groupe d'experts poursuivra, au cours du premier trimestre de 1979, les travaux visant à établir des critères d'appréciation quant à l'efficacité des différents types de mesures, notamment celles concernant la création de nouveaux postes de travail.

Réunion des directeurs des offices de l'emploi

2.1.57. Par ailleurs, le 12 décembre a eu lieu la deuxième réunion des directeurs des services de placement des États membres. Un tour d'horizon a été effectué sur les problèmes d'adaptation entre demande et offre d'emploi et les remèdes appliqués dans les États membres. Des éléments d'un plan pour

les travaux futurs de ce groupe ont pu également être précisés.

Emploi des jeunes

2.1.58. Le Conseil a formellement arrêté, le 18 décembre 1978⁽¹⁾, le règlement relatif à la création de *deux nouveaux* types d'aides du Fonds social européen en faveur des jeunes, sur lequel il avait marqué son accord lors de sa session du 27 novembre dernier⁽²⁾. Par ailleurs, une liste des « régions prioritaires » en ce qui concerne le chômage des jeunes, a été publiée au Journal officiel des Communautés⁽³⁾.

Fonds social européen

Concours du Fonds social : deuxième tranche 1978

2.1.59. Le 20 décembre, la Commission a marqué son accord sur la deuxième série 1978 de demandes de concours du Fonds social européen.

Ces demandes, qui avaient été examinées par le Comité du Fonds le 8 novembre⁽⁴⁾, représentent les montants suivants :

- au titre de l'article 4, c'est-à-dire pour des opérations de réadaptation en faveur de travailleurs ayant quitté l'agriculture, de travailleurs du textile et de l'habillement, de travailleurs migrants, de jeunes travailleurs touchés par les difficultés d'emploi et en faveur de femmes ;

(1) JO L 361 du 23.12.1978 et L 374 du 30.12.1978.

(2) Bull. CE 11-1978, point 2.1.42.

(3) JO C 2 du 4.1.1979.

(4) Bull. CE 11-1978, point 2.1.41.

Opérations	Montants (en millions d'UCE)
Agriculture, textile et habillement	3 998
Jeunes	122 237
Migrants	11 189
Femmes	7 691

• au titre de l'article 5, pour des opérations de rééducation de travailleurs en chômage ou sous-employés dans des régions moins développées de la Communauté, pour la formation de travailleurs en vue de répondre aux besoins créés par le progrès technique et industriel, pour la réadaptation professionnelle de travailleurs occupés dans des groupes d'entreprises faisant l'objet d'une restructuration, ainsi que pour des opérations de réadaptation en faveur de personnes handicapées

Opérations	Montants (en millions d'UCE)
Régions, progrès technique et groupes d'entreprises	227 299
Handicapés	20 842

Expériences pilotes

2.1.60. La Commission a décidé, le 22 décembre, d'accorder l'aide du Fonds social européen à une série de neuf expériences pilotes destinées à éclairer le Conseil et la Commission dans le choix des domaines à ouvrir aux interventions du Fonds, et de permettre aux États membres et aux responsables d'opérations de choisir les types d'aides les plus efficaces et d'en organiser au mieux l'utilisation.

Il s'agit principalement d'expériences pilotes destinées à mettre au point de nouvelles techniques de formation des handicapés, pour remédier aux carences actuelles ; à la réadaptation professionnelle des anciens alcooliques ; à la formation d'un groupe d'immigrants immigrés ; à la formation de jeunes immigrés italiens de la deuxième génération en vue de leur réinsertion dans le cycle de formation professionnelle ; à l'insertion professionnelle de femmes dans des métiers qualifiés généralement réservés aux hommes ; à la préparation de demandeurs d'emploi à entreprendre des activités nouvelles (secteur des services et de l'artisanat) ; à la création, en Italie, d'une structure régionale d'intervention sur le marché de l'emploi ; à la formation de travailleurs sociaux en faveur

des travailleurs migrants ; au développement de méthodes d'enseignement adaptées aux enfants des migrants

Mesures de réadaptation CEEA

2.1.61. Au cours du mois de décembre 1978, la Commission a décidé, en application de l'article 56, paragraphe 2b), du traité CEEA, de contribuer aux dépenses de réadaptation de travailleurs touchés par la fermeture définitive ou la réduction d'activité d'un certain nombre d'entreprises charbonnières ou sidérurgiques de la Communauté.

En Allemagne, le nombre de crédits ouverts a été de deux

- 4 650 250 UCE, en faveur de 3 799 travailleurs touchés par la fermeture définitive de la mine de charbon Friedrich der Grosse, exploitée par la Bergbau AG Lippe, au nom et pour le compte de la Ruhrkohle AG ;

- 82 500 UCE, pour 276 personnes affectées par la fermeture définitive d'installations de l'usine de Hagen des Stahlwerke Südwestfalen AG. En outre, le crédit de 91 250 UCE, déjà ouvert en faveur des travailleurs touchés par la fermeture définitive de l'usine Nevelges de la Stahlwerke Bochum AG, a été majoré de 11 250 UCE.

En Belgique, un crédit de 1 338 000 UCE a été accordé pour contribuer à la réadaptation de 700 personnes touchées par la fermeture définitive du siège de la SA Charbonnage d'Argenteu. Par ailleurs, une augmentation de 148 500 UCE du crédit déjà ouvert en faveur des travailleurs affectés par la fermeture définitive du Charbonnage Coliad de la SA Cockrell, a été décidée.

En Italie, c'est un crédit de 70 750 UCE qui a été accordé pour contribuer à la formation professionnelle de 300 travailleurs affectés par l'arrêt définitif d'un train de profils et de trois hauts fourneaux de la Société des Acieries de Piombino, en Toscane.

Au Luxembourg, pour répondre à une demande d'aide à la réadaptation des 541 personnes affectées par la fermeture définitive de quatre hauts fourneaux, de trois aciéries Thomas et de deux laminoirs de l'ARBED, un crédit de 1 398 000 UCE a été ouvert.

Au Royaume-Uni, quatre crédits ont été ouverts :

- le premier, de 34 250 UCE, en faveur de 76 personnes touchées par l'arrêt définitif des Sparham Works de la Sparham Redheugh Ltd., à Birmingham ;

Développements institutionnels Politique européenne

Mandat du «Comité des Sages»

2.3.1. Conformément à la proposition faite par le président de la République française, le Conseil européen est convenu, lors de sa réunion des 4 et 5 décembre 1978, à Bruxelles, de faire appel à des personnalités particulièrement informées des affaires européennes pour engager une réflexion à ce sujet.

Le Comité ainsi constitué comprend les trois personnalités suivantes : MM. Barend Biesheuvel, Edmond Dell, Robert Marjolin.

Le Conseil européen invite le Comité à réfléchir aux adaptations des mécanismes et des procédures des Institutions qui sont nécessaires pour assurer, sur la base et dans le respect des Traités, y compris leurs systèmes institutionnels, le fonctionnement harmonieux des Communautés et les progrès dans la voie de l'Union européenne. Il souligne l'intérêt qu'il attache à pouvoir disposer à cet égard de propositions concrètes, susceptibles d'être rapidement mises en œuvre et qui tiennent compte de l'expérience acquise ainsi que de la perspective de l'élargissement de la Communauté à douze États membres.

Le Conseil européen prie le Comité de lui faire part de ses conclusions lors de sa session d'octobre 1979.

Rapport sur l'Union européenne

2.3.2. Le Conseil européen a également pris acte au cours de la même réunion, des rapports des ministres des Affaires étrangères et de la Commission sur les progrès enregistrés au cours de l'année écoulée dans la voie de l'Union européenne. A cette occasion, le Conseil a réaffirmé l'importance des premières élections au suffrage universel direct de

l'Assemblée européenne, du 7 au 10 juin 1979, ainsi que sa détermination de progresser dans la voie d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens. C'est dans ce même esprit qu'il a pris des décisions concernant le système monétaire européen⁽¹⁾ et la création d'un Comité des «Sages»⁽²⁾.

Le Conseil européen, réaffirmant l'utilité de ces rapports, a décidé que, comme en 1977⁽³⁾, ils feront l'objet d'une publication appropriée⁽⁴⁾.

Institutions et organes communautaires

Parlement européen

2.3.3. La session de décembre du Parlement européen⁽⁵⁾ a été centrée sur la phase finale de la procédure budgétaire, le Parlement ayant également débattu d'autres questions intéressant le budget, telles que le budget opérationnel CEEA, la décharge sur

⁽¹⁾ Points 1.1.1 à 1.1.12.

⁽²⁾ Point 2.3.1.

⁽³⁾ Supplément 8/77 — Bull. CE.

⁽⁴⁾ Supplément 1/79 — Bull. CE.

⁽⁵⁾ Le chapitre «Parlement européen» a été élaboré notamment à partir du document publié par le secrétaire général du Parlement européen : «Le point de la session». Le texte intégral des résolutions adoptées par le Parlement européen figure dans le JO C 6 du 8.1.1979 et le compte rendu in extenso des séances dans le JO annexe n° 237.

Le groupe politique et la nationalité des parlementaires intervenus dans le débat sont indiqués entre parenthèses à la suite de leur nom. Les groupes politiques du Parlement européen sont désignés par les abréviations suivantes : S (groupe socialiste), C-D (groupe démocrate-chrétien), L (groupe libéral et démocratique), C (groupe conservateur européen), DEP (groupe des démocrates européens de progrès), COM (groupe communiste et apparentés, SF, Ind. Sin.). Les pays d'origine sont désignés par les abréviations suivantes : Belgique : B, Danemark : DK, République fédérale d'Allemagne : D, France : F, Irlande : IRL, Italie : I, Luxembourg : L, Pays-Bas : NL, Royaume-Uni : GB.

l'exécution du budget général pour 1976 ou un certain nombre d'aspects budgétaires concernant le FEOGA, section «orientation». A l'issue de son mandat, le président en exercice du Conseil, M. Genscher a dressé devant le Parlement le bilan des six mois de présidence allemande. Le Conseil européen de Bruxelles des 4 et 5 décembre a fait l'objet de plusieurs déclarations portant en particulier sur la mise en œuvre du système monétaire européen (SME). La proposition de règlement relatif aux conséquences du SME sur la politique agricole commune faisait également l'objet d'un débat. Deux autres sujets ont retenu l'attention du Parlement dans le domaine agricole : l'équilibre du marché viticole et la vente de beurre communautaire à l'Union soviétique. Le Parlement a également pris position sur les attaques tunisiennes de chalutiers italiens, ainsi que sur la question de l'ajournement de l'accord de pêche CEE-Espagne.

Le Parlement a souligné l'importance d'une action communautaire en matière d'éducation et s'est prononcé sur une série de propositions de programmes de recherche et développement dans le domaine nucléaire, ainsi que sur la proposition modifiée de directive concernant la protection contre les rayons ionisants. Dans le domaine de la politique commerciale, le Parlement a soulevé les questions des négociations multilatérales du GATT et des pratiques commerciales déloyales, et s'est prononcé sur la proposition de règlement relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles originaires de pays tiers. Enfin, la politique de développement a fait l'objet de plusieurs débats consacrés au renouvellement de la Convention de Lomé et à l'application en 1979 des préférences tarifaires généralisées en faveur des pays en voie de développement. Dans une résolution, le Parlement s'est félicité de l'accession des îles Salomon, de l'Indonésie et de la Dominique à la Convention de Lomé.

Questions budgétaires

Deuxième lecture du projet de budget général des Communautés pour 1979 (12-13-14 décembre)

2.3.4. Lors de l'examen en deuxième lecture du projet de budget par le Conseil, le 20 novembre 1978⁽¹⁾, deux amendements introduits par le Parlement en ce qui concerne le Fonds européen de développement régional (FEDER) n'ont pas été rejetés faute d'avoir recueilli la majorité qualifiée requise. Il en est résulté que le taux maximum d'augmentation par le Parlement, des dépenses non obligatoires, précédemment fixé, s'est trouvé dépassé. La situation juridique qui en découle a fait l'objet d'une interprétation divergente du Conseil et de l'Assemblée.

En présentant son rapport général, M. Bangemann (L/D) a réaffirmé la position du Parlement : le non-côté des amendements en question par le Conseil signifie leur acceptation et par conséquent, celle du taux d'augmentation correspondant. Le Conseil ne peut donc fixer un nouveau taux maximum qui ne permette pas d'adopter lesdits amendements. Il s'agit là, non seulement d'une question intéressant le Fonds régional, mais surtout d'une question de principe. Suivre le Conseil sur ce point porterait atteinte à l'article 203 du traité CEE, tel qu'il a été modifié par le traité du 22 juillet 1975 portant modification de certaines dispositions financières des traités⁽²⁾.

Après avoir exposé les désaccords qui existent entre les deux parties de l'autorité budgétaire, quant à la budgétisation des emprunts et la nomenclature budgétaire, le rapporteur conclut en disant que la commission des budgets était disposée à rechercher un compromis, notamment en diminuant certains crédits en deuxième lecture, mais qu'elle ne saurait en aucun cas céder sur le plan des principes.

M. Lahnstein, président en exercice du Conseil, déclara que le Conseil était disposé à rechercher un compromis pour fixer, en accord avec le Parlement, conformément au

⁽¹⁾ Bull. CE 11-1978, point 2.3.92.

⁽²⁾ Bull. CE 7/8-1975, points 2407 et 2423. JO L 359 du 31.12.1977.